

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social assurant à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

N° 151  
Novembre 2023

# le libertaire

## revue de synthèse anarchiste

Créé par Joseph Déjacque en 1858 aux U.S.A. ( En Français ), repris par Sébastien Faure en 1895.  
Actuellement publié par le groupe Jules Durand et des individuels anarchistes.

## Anarchistes pour la paix

L'actuelle guerre à Gaza participe du fait accompli, ce qui peut conduire certains d'entre nous à d'illusoires choix. Et Voltaire indiquait qu'un choix n'est pas toujours une liberté. La propagande de Tsahal nous force la main et fait semblant de nous proposer la guerre contre le Hamas pour arriver à la paix. Qu'on le dise haut et fort, le Hamas est une organisation islamo-fasciste désirant mettre en place un régime théocratique dictatorial et obscurantiste. Aucun libertaire ne peut s'aligner sur les positions du Hamas surtout après les atrocités commises le 7 octobre dernier à l'encontre de centaines de civils juifs dont bon nombre d'enfants. Jamais un libertaire ne soutiendra une organisation qui s'en prend aux enfants. Ceci vaut pour le gouvernement israélien. Ce dernier tente de culpabiliser ceux et celles qui s'opposent à ses actions meurtrières à Gaza. Nous ne sommes pas dupes. Et les anarchistes demeurent fidèles à leur engagement pacifiste et antimilitariste : aucune bombe, aucun génocide, aucune terreur, aucun fusil, aucune arme chimique ou nucléaire... ne peut être utilisée pour régler un conflit. L'hypocrisie occidentale et israélienne bat son plein quand elle joue de l'intervention militaire humanitaire. Apporter de la nourriture, des médicaments et maintenant de l'essence aux Gazaouis qui fuient alors que ce sont les mêmes fauteurs de troubles qui ont rendu cette situation possible. Sous couvert de justice humanitaire on contrebalance des milliers de morts dont quelques milliers d'enfants. Qui peut fermer les yeux ? Il n'y a pas de guerre juste, de guerre propre, de guerre humanitaire. Quelle connerie la guerre disait Prévert. Quelle saloperie plutôt. Il nous faut lever le voile des mensonges pour ne s'en tenir qu'aux faits : la guerre tue, mutile ; c'est meurtrier, sale et inhumain. C'est l'horreur dans toute sa splendeur. Le côté sombre de l'homme. Les religieux ont-ils vocation à massacrer ceux et celles qui n'ont pas les mêmes croyances ? Les capitalistes ont-ils vocation à fabriquer et vendre des armes aux plus offrants ? Oui, serions-nous tenter de répondre au vu des décennies qui viennent de s'écouler. Le Peuple, lui, est toujours du mauvais côté du fusil, prêt à dérouiller : massacres d'hommes, de femmes, d'enfants, viols, déplacement de population, camps, famine, torture...

Les dirigeants, pendant ce temps, à l'abri du champ de

bataille, négocient pour signer la paix car il faudra bien qu'elle vienne un jour. Parallèlement, les pays qui vendent des armes aux belligérants se proposent comme conciliateurs et demandent une intervention humanitaire. Encore de l'hypocrisie.

Pour nous autres libertaires, c'est la paix universelle qu'il faut construire. Pour cela, nous devons combattre inlassablement le nationalisme, le militarisme, le racisme (y compris l'antisémitisme), les religions... sans oublier qu'il faut œuvrer pour l'amélioration des conditions sociales d'existence et trouver des solutions à l'urgence climatique. La société que nous désirons est basée sur l'entraide, la liberté et l'égalité économique et sociale. Sans oublier l'écologie sociale et libertaire.

Sur notre site, nous avons déjà avancé des pistes pour aller vers une société pacifiste et libertaire : reconversion des usines d'armement en usines de production socialement utile, interdiction des ventes d'armes, partage des richesses et coopération internationale... Derrière chaque fusil, chaque missile, il y a un religieux qui cherche à convertir au fil de l'épée. Les religieux prêchent la paix mais sèment la guerre, c'est aussi pour cela qu'il faut rompre avec les cléricaux, ces soutiens de guerre, in fine. Il nous faut abolir les classes mais urgemment combler les inégalités.

Ty Wi (GLJD)



# Arrêtons le massacre à Gaza !

**L**es informations à grand spectacle véhiculées par les médias sentent souvent la manipulation. On entend à bas bruits des appels à la haine raciale et on ne peut que s'inquiéter des conséquences irrationnelles de ces appels. L'opinion de la rue indispose les gouvernements au point que ces derniers essaient de la marginaliser voire carrément de l'interdire sous couvert de désordres. Mais le désordre est déjà là avec l'horreur et le cynisme de la guerre. L'opinion ne peut cautionner l'absurde et les tragédies car c'est bien de souffrances et de morts dont il s'agit.

L'intolérable de l'action du Hamas le 7 octobre 2023 ne peut faire oublier la responsabilité qui incombe au gouvernement israélien dans la relégation du peuple palestinien au sein d'une prison à ciel ouvert. Aujourd'hui, après le déclenchement du énième conflit à Gaza, nous ne pouvons que dénoncer une logique de guerre qui plonge ses racines dans l'après Seconde Guerre mondiale. Le système capitaliste a besoin de guerres pour se refaire une santé économique : les ventes d'armes décollent et les usines d'armement tournent à plein régime. Les politiciens qui appellent à la paix aujourd'hui sont les mêmes qui défendent les ventes d'armes au nom de l'emploi et de l'équilibre de la balance commerciale. On se donne bonne conscience à bon compte. L'hypocrisie règne à tous les étages. Pourtant le capitalisme se nourrit du sang des travailleurs et de l'oppression de l'homme par l'homme. Sans remise en cause du capitalisme, pas de paix possible dans le monde. Depuis 1945, la guerre

a été externalisée au-delà des frontières de l'Europe mais jusqu'à quand. On le voit avec la guerre en Ukraine qui s'approche à nos portes.

La guerre a forcément des incidences sur nos économies donc notre vie de tous les jours. Elle ne règle rien sur le fond et la poudrière israélo-palestinienne, tôt ou tard, s'embrasera de nouveau si une solution pérenne n'est pas trouvée. Ce conflit s'inscrit dans le cadre d'un deux poids deux mesures inacceptable surtout au regard des milliers d'enfants gazaouis qui ont été tués par l'armée israélienne. Ce qui n'enlève rien aux horreurs commises par les islamo-fascistes du Hamas. La guerre est criminelle par essence et les populations civiles ne sont en rien responsables des décisions de leurs dirigeants, souvent bien à l'abri des bombes et des combats de rue. Les donneurs d'ordre sont les intemporels planqués de l'arrière.

Des solutions existent ; nous le voyons dans celles proposées et mises en place au Rojava. Mais la paix entre les peuples ne se fera pas sans une remise en cause de la société divisée en classes et à base inégalitaire. Le socialisme libertaire que l'on promeut est en rupture vis-à-vis des régimes en place qu'ils soient théocratiques ou dits démocratiques. C'est la seule alternative car toutes les autres ont abouti à des dictatures bureaucratiques, des régimes totalitaires sous couvert du socialisme réel. Il est temps d'essayer la voie libertaire.

Patoche (GLJD)

## Libertaires contre toutes les guerres

**L**a guerre qui oppose au Moyen-Orient un gouvernement israélien d'extrême-droite et le Hamas qui aspire à créer une dictature théocratique, a déjà fait plus de 12 000 morts à ce jour. Les colons israéliens s'en donnent aujourd'hui à cœur joie en Cisjordanie et étendent leur colonisation en tuant au passage de nombreux Palestiniens. A Gaza, l'armée israélienne bombarde et tue des milliers de civils en réponse aux agissements criminels et terroristes du Hamas le 7 octobre dernier. Si les anarchistes sont toujours du côté des opprimés, de toutes les victimes civiles, des résistants à toutes les guerres, ils ne peuvent éluder un problème récurrent, notamment celui de la Palestine depuis l'après Seconde Guerre mondiale. A ce titre, il nous paraît intéressant d'étudier une alternative à la situation actuelle en proposant à nos lecteurs un texte tiré du site « Kurdistan au féminin ».

Le Conseil exécutif de l'Union des communautés du Kurdistan (KCK) a publié un communiqué dans lequel il appelle à l'abandon du modèle d'État-Nation au pro-

fit de la « nation démocratique » prônée par le mouvement de libération kurde. Le KCK déclare que seul ce modèle peut sauver les peuples du Moyen-Orient, dont les peuples kurde, palestinien et juif qui se trouvent actuellement au cœur d'une guerre destructive.

Compte tenu de l'escalade du conflit israélo-palestinien suite à l'attaque massive du Hamas contre Israël, au cours de laquelle des milliers de civils ont été assassinés ou enlevés, et aux attaques israéliennes massives sur la bande de Gaza, au cours desquelles d'innombrables civils sont également morts, la Co -La présidence du Conseil exécutif du KCK (Union des communautés du Kurdistan) appelle à la fin immédiate des affrontements. Selon le KCK, le conflit montre l'importance du modèle de confédéralisme démocratique proposé par Abdullah Öcalan.

Voici le communiqué du KCK publié le 13 octobre dernier :

## Résoudre la question palestinienne et kurde

Des milliers de personnes, tant israéliennes que palestiniennes, ont perdu la vie dans les attaques menées par le Hamas et dans les attaques ultérieures lancées par l'État israélien contre les Palestiniens, notamment dans la bande de Gaza. Les attaques mutuelles aboutirent à un massacre complet. Nous sommes profondément préoccupés et attristés par cette situation. En tant que Mouvement pour la liberté kurde, nous souhaitons exprimer nos condoléances au peuple arabe palestinien et au peuple juif d'Israël. Non seulement ce qui a été fait jusqu'à présent, mais aussi les scénarios évoqués pour l'avenir sont extrêmement inquiétants. Ce sont des attitudes extrêmement erronées qui aggravent les problèmes et aboutissent au massacre des peuples. Tout d'abord, ces attitudes doivent être abandonnées immédiatement et les attaques doivent cesser.

Tout comme les méthodes du Hamas sont erronées, l'attitude de l'État israélien est également inacceptable. L'État israélien doit mettre fin aux attaques et au blocus contre Gaza et ne doit en aucun cas recourir à la violence contre le peuple palestinien.

Le problème palestinien ne peut pas être résolu par la violence, mais par la démocratie et la reconnaissance des droits du peuple palestinien. L'approche violente ne fera qu'aggraver les problèmes. Le tableau amer qui a émergé ces derniers jours est le résultat du fait que le problème palestinien a été poussé vers une situation insoluble. La cause en est le problème lui-même. Si l'on est vraiment préoccupé par cette situation, il faut se concentrer sur la solution de la question palestinienne. Chaque mesure prise, chaque attitude adoptée sans discuter de la solution de la question palestinienne et des droits du peuple palestinien conduira à l'aggravation des problèmes. La question palestinienne vieille de cent ans l'a prouvé à maintes reprises.

Les développements en Palestine et en Israël ont démontré une fois de plus l'importance d'une approche dans le cadre d'une « nation démocratique » du leader Apo [Abdullah Öcalan] pour la solution des problèmes au Moyen-Orient. La mentalité étatiste est à l'origine des problèmes auxquels sont confrontées la société et l'humanité. De l'histoire à nos jours, à mesure que la mentalité étatiste s'est développée, les problèmes se sont accrus. Le fait que l'État soit né au Moyen-Orient joue un rôle décisif dans le fait que les problèmes du Moyen-Orient sont si nombreux et si profondément enracinés. D'un autre côté, les problèmes se sont encore aggravés avec le transfert du système d'État-nation développé par la modernité capitaliste au Moyen-Orient. Tous les problèmes du Moyen-Orient aujourd'hui, y compris la question kurde, découlent de la mentalité d'État-nation. Le conflit israélo-palestinien est également enraciné

dans la mentalité d'État-nation. Tous les problèmes du Moyen-Orient, notamment la question kurde et la question palestinienne, ne peuvent être résolus qu'en surmontant la mentalité d'État-nation. C'est la seule façon de corriger la mauvaise trajectoire au Moyen-Orient. S'il doit y avoir un véritable changement au Moyen-Orient, cela ne peut être réalisé qu'en surmontant la mentalité d'État-nation, en développant le système de « nation démocratique » du Leader Apo, fondé sur la coexistence, la vie égale et commune des peuples. Sur cette base, par la solution démocratique des problèmes des peuples kurde et palestinien. Les problèmes ne peuvent pas être résolus en créant davantage d'États, comme on le dit souvent. Au contraire, les problèmes peuvent être résolus en renforçant la société, en développant la démocratie et en développant une vie selon la « nation démocratique » basée sur l'autonomie gouvernementale libre, égale et démocratique et la volonté des peuples. C'est ainsi que les problèmes du peuple juif et du peuple palestinien pourront être résolus.

Jérusalem, considérée comme sacrée par trois religions, et les anciennes géographies palestiniennes et israéliennes peuvent être mieux vécues en liberté et en paix avec ce modèle. Autrement, les modèles d'États-nations mènent inévitablement aux conflits, à la guerre et à la destruction mutuelle. Cela se voit mieux dans la réalité arabo-juive. La seule méthode pour éliminer ce dilemme conflictuel et destructeur est l'approche de la « nation démocratique ».

La cause du peuple palestinien est légitime et rien ne peut nier la légitimité de cette cause. En tant que Mouvement pour la liberté kurde, nous soutenons toujours la juste cause du peuple palestinien. La solution de la question palestinienne est aussi importante que la question kurde pour la solution des problèmes et le développement de la démocratisation au Moyen-Orient. L'État d'Israël doit voir cette réalité et surtout reconnaître l'existence et la volonté démocratique du peuple palestinien. La solution de la question palestinienne est une condition fondamentale pour que tous les peuples du Moyen-Orient, en particulier le peuple juif, puissent vivre dans la liberté, la sécurité et la paix. En revanche, une approche correcte et respectueuse des drames historiques et des génocides vécus par le peuple juif l'exige absolument. Sans une solution à la question palestinienne, le peuple juif ne peut pas se sentir à l'aise dans sa conscience et ne peut pas condamner et éradiquer les traitements qu'il a subis. Nous pensons que le peuple juif possède suffisamment de cette conscience, de cette sagesse et de cette volonté. Le peuple juif est l'un des peuples anciens du Moyen-Orient et joue un rôle et une contribution très importants dans la formation de la culture et de la socialité du Moyen-Orient. Tout comme les peuples kurde, arabe, persan, turc, araméen, etc. du Moyen-Orient, le peuple juif a le droit de vivre au Moyen-Orient, dans la géogra-

phie ancienne où il a vécu historiquement.

L'État turc et le gouvernement AKP-MHP n'abordent pas la question palestinienne avec sincérité et honnêteté. Ils s'y opposent entièrement en affirmant qu'il s'agit d'un problème pouvant être exploité. Le chef fasciste Tayyip Erdoğan aborde la question palestinienne avec cette compréhension et tente de l'utiliser comme monnaie d'échange pour mener à bien sa politique de génocide kurde. C'est la seule raison pour laquelle ils s'intéressent à la question palestinienne. Sinon, ils ne sont certainement pas entièrement du côté du peuple palestinien. Si l'État turc et Tayyip Erdoğan étaient sincères dans ce qu'ils disent, ils n'aborderaient pas les Kurdes de cette manière et résoudraient la question kurde.

Tout comme on ne peut pas être juste et démocratique en Israël sans voir et reconnaître les droits du peuple palestinien, on ne peut pas être juste et démocratique en Turquie sans voir la réalité kurde, sans reconnaître les droits du peuple kurde et sans soutenir la lutte du peuple kurde. En particulier, on ne peut jamais soutenir la juste cause des autres. L'approche du peuple kurde et de la question kurde en Turquie est comme un papier décisif. Il est absolument impossible à ceux qui regardent les Kurdes avec des visages sombres ou qui les ignorent d'approcher les autres correctement et de se tenir à leurs côtés. Si cela est tenté, il s'agit alors d'une grande distorsion et d'un mensonge hypocrite. C'est ce que font le gouvernement AKP-MHP et Tayyip Erdoğan. Dans son discours, Tayyip Erdoğan aurait déclaré que les attaques

de l'État d'Israël étaient injustes et les aurait condamnées. Mais d'un autre côté, dans le même discours, il parle avec haine de la façon dont il va attaquer encore plus les Kurdes et tuer encore plus de Kurdes. N'est-ce pas là une malhonnêteté hypocrite et une tromperie du monde ? Ce sont définitivement des larmes de crocodile. Comment peut-on parler de ce qui se passe à Gaza et des souffrances du peuple palestinien alors que ce qui est fait au Rojava est évident et va continuer. Lors des frappes aériennes de l'État turc contre le Rojava, l'ensemble du système d'infrastructures de la région a été bombardé.

Des barrages, des centrales électriques, des puits de pétrole, des dépôts de ravitaillement et de nombreuses autres installations ont été touchés. Des dizaines de personnes ont perdu la vie dans ces attaques.

On ne peut pas attendre de ceux qui font cela au peuple kurde qu'ils soient sincères envers le peuple palestinien et sa cause. D'un autre côté, ceux qui n'élèvent pas la voix contre les attaques et les massacres de l'État et du gouvernement AKP-MHP contre les Kurdes et le Rojava, et ceux qui considèrent cela comme juste et le soutiennent ne peuvent pas s'engager dans une véritable démarche. Les larmes versées par ces groupes ne sont rien d'autre que les larmes de crocodile versées par Tayyip Erdoğan. Peut-être qu'ils ne savent pas à quoi ils ressemblent, mais tout le monde, sauf eux, sait très bien à quoi ils ressemblent.

Conseil exécutif du KCK

## Vers une société saine

« Une société saine, écrit Erich Fromm, favorise les capacités de l'homme à aimer son prochain, à travailler créativement, à développer sa raison, son objectivité. Une société malsaine est celle qui crée une hostilité mutuelle, de la défiance, qui transforme l'homme en instrument d'exploitation, qui le prive du sens de son individualité. Dans une société saine, personne n'a de puissance sur un autre, chacun remplit ses fonctions sur une base de coopération et de solidarité, nul ne commande à un autre, mais les rapports sont fondés sur la coopération mutuelle, l'amitié et les liens naturels. Ce genre de rapports existe actuellement entre familles unies ou amis véritables. »

(The Sane Society, p. 72.)

### VERS UNE SOCIÉTÉ SAINE

Or, notre société, qui ne favorise pas ce que Fromm appelle l'orientation productive de l'individu, est une société malsaine. Elle a besoin d'une thérapie sé-

rière. Nous avons davantage besoin d'une renaissance humaine que d'avions et de T.V., écrit-il dans le même livre. Pour arriver à une solution, il faut partir du fait que la santé mentale existe en potentialité dans tout individu. Croire que la perversion est inhérente à l'homme et qu'il devra être toujours dominé par une autorité politique, religieuse ou morale, c'est comme si, en jetant des graines dans le désert, on clamait qu'elles sont incapables de pousser.

Sur quels principes devrait être fondée une société saine ? Ce serait une société où l'homme ne serait pas considéré comme un moyen, mais toujours comme une fin.

Ce serait une société dans laquelle toutes les activités économiques et politiques seraient orientées vers l'épanouissement individuel et social afin que l'homme devienne pleinement humain.

Une telle société devrait permettre à l'individu de participer activement à la vie sociale, tout en le laissant

maître de sa propre vie.

Au problème de l'intégration de l'homme dans la société, trois solutions nous ont été proposées ces dernières années :

La solution totalitaire (nazisme ou stalinisme) où, pour se diriger, l'individu s'en remet à ses supérieurs et à l'État. Fondée sur la glorification dogmatique d'une idéologie autoritaire et sur l'intolérance, elle a donné les États policiers les plus impitoyables de l'histoire, l'univers concentrationnaire, dans lequel l'homme n'avait jamais été aussi méprisé, aussi humilié ;

La solution du supercapitalisme américain moderne, apparente humanisation de l'ancien système capitaliste, reposant sur le principe que l'homme est fondamentalement égoïste et qu'il ne travaille que mû par l'esprit de compétition et d'intérêt. En distribuant au travailleur une partie des bénéfices, on tend à faire de lui un petit capitaliste et un participant actif du système ;

La solution socialiste, la seule humaine, du moins, à l'origine, mais qui a échoué un peu partout. Pourquoi ?

Karl Marx pensait que le capitalisme avait aliéné l'homme et qu'il fallait changer le système. Remarquons d'ailleurs que le message de Marx — comme bien d'autres messages porteurs de vérité (notamment ceux de Bouddha, de Jésus, des socialistes anarchistes) — a été déformé par ses prétendus disciples — Marx voyait dans le socialisme « une association dans laquelle le libre développement de chacun serait la condition du libre développement de tous » (Le Capital). Le travail y serait attrayant parce qu'il serait fondé sur les besoins profonds de l'individu. Les marxistes crurent qu'en socialisant les moyens de production, en centralisant et en planifiant l'économie, on arriverait à la société socialiste, dans laquelle l'homme serait émancipé de toutes les formes d'aliénation. Dans une telle société, sans classes, juste et paternelle, les choses seraient soumises à l'homme et non l'homme aux choses, et chacun y vivrait pour être et non pour avoir.

Mais si Marx eut raison de voir le rôle aliénant des facteurs économiques, il eut le tort de sous-estimer dans l'individu les forces psychologiques, et notamment les passions et les forces irrationnelles. Le système soviétique a démontré qu'il ne suffisait pas de planifier l'économie pour créer une société d'hommes libres. Marx idéalisa le travailleur en croyant que, délivré des chaînes économiques, il deviendrait automatiquement bon. De plus, bien que le but du socialisme soit la décentralisation, Marx pensa qu'il fallait provisoirement un État fort pour arriver à la suppression de l'État.

Par contre, Proudhon, Bakounine, Kropotkine, Landauer, prédirent les méfaits des structures hiérarchisées

et autoritaires, du dogmatisme, de la centralisation, de l'État totalitaire. Pour ces socialistes, le problème essentiel était de sauvegarder la liberté de chacun. Une société ne serait société que dans la mesure où chacun aurait en même temps le respect de sa propre liberté et le respect de la liberté des autres. Proudhon pensait qu'avec la révolution économique il fallait « une révolution intégrale dans les idées et dans les cœurs » (lettre à Michélet). Malheureusement, l'humanité n'était sans doute pas assez mûre pour comprendre leur message, lequel fut également déformé dans le sens d'un super-individualisme fondé sur l'égoïsme.

Plus tard, d'autres socialismes, comme le Labour Party en Angleterre, la S.F.I.O. en France, pensèrent qu'ils pourraient combattre le capitalisme et collaborer avec lui. On crut qu'il suffisait d'augmenter le niveau de vie des travailleurs et de leur donner un idéal matérialiste pour en faire des hommes libres. On se contenta de nationaliser quelques usines sans supprimer les tares du système : la bureaucratisation, l'aliénation dans le travail. Si bien que, devant l'aspect inhumain pris par le socialisme en U.R.S.S. et devant les erreurs des partis socialistes, beaucoup de socialistes sincères réagirent en prenant des positions erronées :

Certains pensèrent qu'il fallait avant tout abattre le communisme, et aidèrent ou laissèrent faire les régimes réactionnaires et bellicistes ; d'autres, plus franchement pessimistes, sceptiques, ou résignés, abandonnèrent la lutte, faisant ainsi le jeu des forces réactionnaires.

Si bien qu'à notre époque, alors que le progrès technique devrait permettre de réaliser les conditions matérielles nécessaires à la construction d'une société vraiment socialiste, l'homme est menacé plus que jamais en tant qu'espèce et naître — un socialisme humaniste — fondé sur le respect de la liberté humaine et sur la connaissance des besoins fondamentaux de l'individu, tant matériels que psychiques.

Erich Fromm est l'auteur d'un Manifeste socialiste (Let man prevail) dont voici, résumés, quelques-uns des principes :

Tout système économique et social est non seulement un système spécifique de relations entre les choses et les institutions, mais un système des relations humaines ;

La valeur supérieure de tout arrangement économique est l'homme avec ses possibilités de raison, d'amour, de créativité ;

Le socialisme humaniste est fondé sur la conviction que l'humanité est une et que tous les hommes sont solidaires ;

Il est opposé à la guerre et à la violence sous toutes ses formes, la paix étant, non seulement l'absence de guerre, mais un principe positif de relations humaines fondées sur la libre coopération de tous les hommes pour le bien commun ;

Chaque membre d'une société socialiste est responsable non seulement de ses concitoyens, mais des citoyens du monde entier.

Il en résulte que nul ne peut se désintéresser du sort des deux tiers de l'humanité qui manquent du nécessaire.

De plus, la suppression de la souveraineté nationale, la suppression de toutes les forces armées, l'établissement d'une communauté de nations dirigée par un gouvernement mondial sont devenus nécessaires ;

Toute la production doit être dirigée de telle sorte que tous aient une vie digne et libre, et non plus pour le profit de quelques individus ou de quelques sociétés ;

Les besoins matériels nécessaires à la vie doivent être satisfaits, mais la consommation ne doit pas devenir une fin en soi ;

Il faut arriver à un maximum de décentralisation — compatible d'ailleurs avec un minimum de centralisation dans un but de coordination : ce serait le rôle d'un gouvernement mondial.

C'est l'activité volontaire de chaque citoyen coopérant librement qui devrait constituer le mécanisme central

de toute vie sociale ;

Le principe de l'autorité irrationnelle qui gouverne nos sociétés — principe fondé sur la force, l'exploitation, la suggestion et la manipulation des âmes doit être remplacé — non par une attitude de laissez-faire, mais par une autorité rationnelle de forme nouvelle, fondée sur les connaissances et la compétence ;

Le socialisme humaniste est fondé sur l'égalité. Ce qui n'implique pas que les êtres humains doivent être identiques. Au contraire, tout doit être mis en œuvre pour que chacun puisse développer pleinement ses dons et ses talents particuliers, tout comme doivent être développés les talents particuliers à chaque groupe racial, régional, national.

Mathilde Niel

Cahiers de l'Humanisme Libertaire n°92 (juillet 1963)

Nous pourrions réactualiser ce texte en ajoutant les problèmes liés au dérèglement climatique, ajouter aux régimes dictatoriaux ceux se réclamant de l'islamo-fascisme... En remettre une couche sur l'expérience gouvernementale des socialistes avec Mitterrand, Jospin et Hollande. Mais nous retrouvons dans ce texte quelques fondamentaux de l'anarchisme : l'égalité, la rationalité, la solidarité, la primauté de l'individu... et la dénonciation des structures hiérarchisées et de domination.

Ty Wi (GLJD)

## Tags au pochoir d'étoiles de David

Ces tags commandités par les Russes ont vocation à déstabiliser, en la divisant et la fracturant, la société française. Souffler sur les braises de l'anxiété de la population est une méthode coutumière de régimes autocratiques. Ces derniers utilisent les réseaux sociaux à leurs fins mais aussi des agents rémunérés pour effectuer des tâches dédiées. L'anxiété génère un malaise généralisé et il est parfois malaisé de prendre du recul pour analyser des situations souvent différentes mais qui s'accumulent : éco-anxiété, anxiété due à la crise inflationniste, due aux guerres (Ukraine, Proche-Orient...)... La peur d'être impacté par les crises migratoires, guerrières, engendre de facto des tensions car on sent l'ennemi à notre porte et souvent le premier réflexe est une demande d'autorité de la part de l'Etat.

Les politiciens aiment s'engouffrer dans ces brèches qui leur permettent d'exister. Il est pitoyable de voir le R.N continuer sa quête de respectabilité en appelant à manifester contre l'antisémitisme le dimanche 12 novembre

2023 aux côtés des autres partis « républicains ». Et d'autres de s'offusquer de la nouvelle rhétorique de l'extrême-droite en invoquant les origines de la fondation de feu le F.N. dont l'un des fondateurs, Jean-Marie Le Pen, a été condamné pour provocation à la haine raciale et négationnisme.

Pitoyables toutes ces jérémiades au point que l'antisémitisme semble relégué au second plan et devenir un prétexte pour les partis politiques qui tentent d'exister et de se démarquer des voisins. Macron a beau mettre en garde contre le rejet des musulmans, c'est bien pourtant ce qui est en train de se produire. Les différentes prises de position sur l'antisémitisme, l'immigration, aboutissent finalement à communautariser la société française et une partie de la devise révolutionnaire concernant la fraternité est bien mise à mal.

Pendant ce temps-là, les islamo-fascistes continuent à agrandir leurs cercles amicaux et familiaux de recrute-

ment. Ils se moquent éperdument des meurtres orchestrés à Gaza par les Israéliens mais vont faire fructifier l'émoi occasionné par les bombardements et surtout le nombre d'enfants assassinés sous les bombes israéliennes. Les guerres de Tchétchénie, Bosnie, Afghanistan, Irak, Syrie, Sahel...ont permis la structuration du djihadisme jusqu'à l'existence même d'un califat auto-proclamé. Et ce n'est pas le voyage récent, en catimini, de Jean-Michel Blanquer au Kurdistan syrien qui changera la donne. L'islamo-fascisme est une idéologie anti-occidentale totalitaire qui exploite le drame de Gaza. Le Hamas est une composante de cet islamo-fascisme.

En France mais dans bien d'autres pays européens aussi, nous avons un islamo-fascisme ou djihadisme, endogène, et se focaliser sur l'immigration relève de la politique de l'autruche ou dérivative. Le pendant de cet

islamo-fascisme est la montée de l'extrême-droite. D'ailleurs, ces deux idéologies reposent aujourd'hui sur la diffusion informationnelle de leurs principes au travers des réseaux sociaux tout comme les Russes à un autre niveau. Ne pas identifier d'où viennent les dangers nous condamnent à subir les assauts de ceux qui aspirent à nous mettre sous coupe réglée.

Ty WI



## Ethique et cohérence anarchiste

**P**our les anarchistes, la cohérence est un tout : une éthique, avec sa relation particulière, de réciprocité entre action et idée, entre mode d'action et but. Nous sommes conscients qu'aucun chemin n'est idéal et que le chemin que nous prenons est chaotique et change immédiatement en fonction de l'itinéraire que nous empruntons. Ensuite, il y a les différences de caractère entre les compagnons; le sens de l'empathie, la dureté ou la douceur des personnes varie pour faire face à leur propre déséquilibre et à celui des autres, mais la tension et l'équilibre pour maintenir la cohérence demeure toujours en chacun et chacune de nous; cette ligne de conduite va jusqu'à la fin de nos jours, du moins pour tous les militants qui ne veulent pas parvenir et rester dans le rang. La justification de l'incohérence sait se nourrir de notre impuissance et en chercher les coins et recoins.

Il existe en chacun de nous un refuge possible pour la faiblesse de notre caractère, car la cohérence ne se mesure pas de l'extérieur et, bien qu'elle se crée avec d'autres, elle ne se révèle qu'à nous intérieurement. La relation particulière que nous exigeons entre le chemin et le but se construit à travers des centaines de petits actes insondables pour l'observateur extérieur. Nous nous voyons dans les yeux des autres, ils nous reconnaissent, nous les reconnaissons, mais c'est pourtant devant nous que nous trouvons les réponses à la question constante de l'équilibre de notre être. Et en ce sens, il est indéniable que nous sommes parfois pris dans l'engrenage de la vie et parfois de ses turpitudes, certains plus et d'autres moins, bien sûr, mais nous le sommes. Animée par le désir et la suspicion d'être passif face à l'injustice, la recherche de l'équilibre peut devenir une véritable obsession. Devenir un juge constant des attitudes des autres en est l'expression. Et quand on devient un juge, on n'est plus en adé-

quation avec nos idéaux. Pourtant, être en dehors, regarder les autres avec nos positions d'esprit, est humain et même vital pour s'éloigner de l'aliénation. Le jugement de l'attitude des autres permet d'avancer une alternative, un autre comportement, une autre vision des choses. Quand l'équilibre se rompt un autre équilibre s'établit.

Nous autres anarchistes, savons que les êtres humains sont perfectibles parce que nous sommes des produits sociaux, conséquence d'interactions, de volontés croisées, produits aussi de nous-mêmes. Et s'il arrive que les humains flirtent avec l'inhumain, notamment lors des guerres, à la fin, l'évolution vers davantage d'humanité reprend le dessus. Parfois, nous comprenons pleinement ce qui se passe, d'autres fois, nous réagissons simplement avec lassitude à l'abandon, au mensonge, sachant que ce sont des actes individuels, mais qu'ils nous font finalement tomber ensemble comme dans un château de cartes. Comme pour toutes les choses intéressantes de la vie, la cohérence n'a pas non plus de recette. Nous avons vu certains compagnons rejoindre le mouvement libertaire puis devenir moines ou passer rapidement de moralistes conférenciers à défenseurs du capitalisme en quelques années. Des militants ont appris à ne pas juger si vite, à assumer la complexité sociale et à ne pas diviser en noir et blanc les images que nos yeux nous donnent à voir. Pourtant un libertaire qui embrase la foi, les objectifs du capitalisme...n'est plus un libertaire. Il devient même un ennemi.

Enfin, il est aussi important de parler de ces complexités de connaître l'existence réelle de la cohérence. La cohérence n'est pas une grotte où règne la solitude, ce n'est pas un fantôme. Il s'agit d'une tension éthique permanente, mais cela ne veut pas dire qu'elle ne se matérialise pas. Tout comme être libre n'est pas un état qui

s'établit pour toujours, la cohérence est une manière d'être au monde qui prend autant son travail que sa respiration quotidienne. Beaucoup ont tendance à devenir amers lorsqu'ils voient leurs collègues sombrer dans ce qui semble être l'incohérence la plus absolue et, au lieu de devenir de meilleures personnes, ils deviennent des parodies d'eux-mêmes. De plus, comparé à d'autres personnes « sans étiquette », tout semble pire même si la comparaison est mauvaise.

Les gens ont travaillé dur ; la solidarité et la réciprocité coexistent, ainsi que le manque de solidarité et la compétition, comme ressources et outils, au sein de nos sociétés. La différence est que certains pensent que les pratiques solidaires des personnes sont une sorte de don, un don naturel que les institutions nous enlèvent et non des pratiques laborieusement forgées, des modes de liberté conquis par la force par les classes opprimées, pour mieux survivre à travers les âges. Le capitalisme coupe et remplace ces acquis évolutifs pour les remplacer par des relations commerciales et lucratives plus adaptées à ses intérêts, ou du moins il essaie de le faire. Il n'y a pas de bonté naturelle ni de mal chez les gens, mais ce n'est pas toujours une éthique mais une trace

d'évolution dans la lutte pour exister que nous voyons. Ainsi, ces « lois d'en bas », qui gouvernent inconsciemment beaucoup de gens, et avec lesquelles nous sommes volontiers d'accord, coexistent avec d'autres qui nous enlèvent tout notre esprit. Les êtres humains ne sont ni bons ni mauvais mais « possibles ».

Nous, les anarchistes, faisons partie de tout cela ; nous promovons certaines voies et en combattons d'autres. Nous ne nous basons pas sur des concepts abstraits mais sur l'expérience de la solidarité que nous n'avons pas apprise dans les livres mais que nous utilisons pour lutter contre la dépendance et le cannibalisme social. Nous le sommes, parce que nous choisissons constamment d'essayer d'être meilleurs, plus libres, de balayer de la Terre les modes de relation basés sur la soumission, la dépendance et l'impuissance. Et ce choix est un acte rationnel et sensible, un combat appelé éthique où l'on se jette dans les abîmes de sa propre lutte. Nous ne sommes ni libres ni parfaits ; les circonstances nous mettent à l'épreuve encore et encore, et ce qui nous définit est la relation que nous cherchons à établir entre le but et la manière d'y arriver.



## Les religions prêchent la résignation



Tout groupe social organisé semble éprouver un besoin instinctif de se légitimer aux yeux des individus qui le composent. Il ne se contente pas d'imposer par la force sa discipline sociale ; il veut qu'on croie à la légitimité de cette discipline, qu'on la regarde comme juste et rationnelle. A l'origine, c'est à la Religion qu'on demande la consécration de la discipline sociale ; plus tard on s'adresse aux philosophes qui manquent rarement de formules commodes pour rationaliser la Force. Ils sont généralement de l'avis d'Hegel pour qui « ce qui est réel est rationnel ». Remarquons que dans le Dogmatisme social a priori, on s'applique surtout à justifier l'Etat qu'on représente comme l'incarnation d'une idée rationnelle.

L'Etat dit Platon, symbolise l'Unité divine. Aristote a fait en une phrase géniale, justice de ce pauvre argument : « Socrate, dit-il, regarde comme fin de la Cité l'unité absolue. Mais qu'est-ce qu'une Cité ? C'est une multitude composée d'éléments divers ; donnez-lui plus d'unité, votre Cité devient une famille ; centralisez encore, votre famille se concentre dans l'individu ; car il y a plus d'unité dans la famille que dans la cité, et plus encore dans l'individu que dans la famille. » Ainsi, il n'y a pas d'unité plus réelle, plus complète que l'individu. C'est donc lui qui, d'après les principes même de Platon, incarnerait le mieux l'idée d'unité.

L'unité de l'Etat est un mythe. « Qu'est-ce que l'Etat ? demande Max Nordau. En théorie cela veut dire : nous, vous. Mais dans la pratique c'est une classe dominante, un petit nombre de personnalités, parfois une seule per-

sonne. Mettre l'estampille de l'Etat au-dessous de tout, c'est vouloir plaire exclusivement à une classe, à quelques personnes, à une seule personne. Le comte de Gobineau dit de même : « L'expérience de tous les siècles a démontré qu'il n'est pire tyrannie que celle qui s'exerce au profit de fictions, êtres de leur nature insensibles, impitoyables et d'une impudence sans bornes dans leurs prétentions. Pourquoi ? C'est que ces fictions, incapables de veiller d'elles-mêmes à leurs intérêts, délèguent leurs pouvoirs à des mandataires. Ceux-ci, n'étant pas censés agir par égoïsme, acquièrent le droit de commettre les plus grandes énormités. Ils sont toujours innocents lorsqu'ils frappent au nom de l'idole dont ils se disent les prêtres.

A l'heure où certains tentent une réanimation du Christianisme à l'aide d'un spiritualisme délétère, il serait bon de se souvenir que le propre du Christianisme est de courber l'individu devant la société, de placer les intérêts et les convenances sociales au-dessus des aspirations et des convenances individuelles. Le Christianisme prêche trop la résignation. Nous pourrions indiquer qu'il en est de même pour toutes les religions. Voir les partis politiques qui ont leurs prophètes et leurs prêtres fanatiques.

L'intelligence a ses droits imprescriptibles qu'elle ne peut abdiquer, surtout quand il s'agit de fonder l'individualisme. Car il ne peut y avoir d'individualisme sans la conscience claire que l'individu prend de lui-même et de son milieu social.

D'après Georges Palante



# Le concept de communisme libertaire

**L**e concept confédéral de communisme libertaire – V<sup>o</sup> Congrès de la CNTE - Suite du Libertaire d'Octobre 2023

## La commune autonome

Celle-ci assurerait la gestion des problèmes qui touchent la vie de la collectivité. Des questions comme la santé, l'urbanisme, l'habitat, l'enseignement, la culture, les loisirs, les transports locaux, la démographie et les statistiques, la distribution et la consommation seraient à la charge d'organismes spécialisés créés par la commune et dont le fonctionnement serait supervisé par elle. Dans les divers quartiers et districts, les citoyens prendront des décisions qui consisteront la volonté décisive dans tous les problèmes de la vie civique.

Les problèmes de caractères cantonal ou régional se résoudreont de la même manière à chaque niveau, en articulant les décisions du bas vers le haut. Les correspondants à des niveaux plus élevés (national ou ibérique) suivront les mêmes modalités en se référant, comme nous l'avons déjà signalé, à toutes les questions de diverse importance concernant l'ensemble de la société. Finalement, sur le même mode fédéraliste, la voix de la CICAL se fera entendre au sein de la Confédération internationale, si celle-ci existait.

Toute activité de caractère social dans le cadre de la commune convergera en elle.

## Les organisations techniques

Comme on l'a déjà suggéré, les communes créeraient en leur sein autant d'organismes spécialisés que les véritables besoins l'exigeraient. A ce niveau local, la commune, en plus de mener à bien un inventaire général à tous les biens désormais communs, se charge de leur administration et de ces fonctions productives liées à la vie locale, dans le sens indiqué quand nous nous référons aux aspects économique-productifs. Ceux-ci seront comme tels présents par l'intermédiaire d'un organisme spécialisé, au sein de la commune. Cet organisme ne sera rien d'autre que le conseil économique local.

Au niveau régional, les conseils économiques régionaux seront représentés dans les fédérations régionales respectives de communes et, enfin au niveau nationale ou ibérique, sera représenté dans la Confédération Ibérique des Communes Autonomes Libertaires. De cette façon, les activités économique-productives et de la relation humaine se fonderont harmonieusement.

La commune représentera par sa propre nature l'intégralité des personnes sous tous leurs aspects. Ce serait le rôle de la commune d'ordonner statistiquement la consommation et la distribution au moyen de ses schémas démographiques. En dernière instance, la consommation devra orienter la production, puisque on devra seulement produire les produits nécessaires à la subsistance et au bien-être de la communauté. Cela veut dire que les services statistiques de la commune seront un facteur de rationalité économique. De la même façon, les aspirations de changement de la société, reflétées dans les accords des communes à tous les niveaux, seront autant d'autres facteurs orientés vers la rationalité économique, pour servir les finalités intégrales de la personne et faciliter les changements nécessaires dans l'harmonie générale de la vie sociale. Nous pensons que le domaine complexe des relations économique-productives et celui des relations humaines générales pourront être influencés et contrôlés du début à la fin par l'individu au travers du canal de la communication civique entre Communes libres articulées du bas vers le haut et à tous les niveaux.

## La production et la consommation

Quoiqu'on attende de véritables prodiges de la technologie actuelle, la société communiste libertaire ne pourra toutefois appliquer, tout de suite, la formule de Kropotkine de la « prise au tas », et probablement des contrôles sociaux seront nécessaires pour la distribution et la consommation ; la consommation devra être conditionnée par les possibilités réelles de la production.

Une autre question à résoudre sera celle du moyen ou symbole de change pour obtenir les produits nécessaires pour couvrir les besoins de tous ; le moyen proposé par le Congrès de Saragosse fut la « carte de producteur », fournie par les comités ou conseils d'usine ou de culture aux producteurs, les conseils communaux fournissant des cartes de consommation à la population non productive. En développant cette même initiative, on eut l'idée d'un symbole de change qui ne pourrait être capitalisé, étant donné que cela n'aurait pas le moindre sens dans un système où n'existerait pas la propriété privée ni une possible exploitation du travail d'autrui. Ce serait les communes qui répartiraient les bons d'acquisition. Ce symbole de change aurait comme finalité essentielle de régler la distribution des produits.

## Autres problèmes de la société communiste libertaire

Une fois tracées les lignes générales de la façon dont nous voyons aujourd'hui la future société communiste libertaire, nous considérons inutile d'entrer aujourd'hui, de-

vant une perspective si lointaine, dans les points de détail sur tous les aspects de la vie sociale, comme la pédagogie, les relations sexuelles, le problème religieux et une foule de pratiques qui fleuriront spontanément dans les communautés libertaires et que nous pouvons à peine imaginer aujourd'hui.

Il reste la question de la démythification de la Révolution ; il faut la comprendre comme une terrible fracture qui mettra à l'épreuve la volonté et l'intelligence des révolutionnaires qui jetteront les fondations de la nouvelle société. Elle ne sera pas du jour au lendemain quelque chose

d'idyllique. Il y aura des difficultés de tout type, mais non insolubles, étant donné que la créativité et l'élan révolutionnaire seront les grands outils qui détruiront le vieux monde et imagineront les bases d'un autre monde complètement neuf. Parmi les difficultés il y aura la nécessité de défendre par les armes la révolution comme essayèrent déjà les compagnons de 1936. Les militants de 36 vivaient les événements révolutionnaires ; nous, aujourd'hui, nous devons continuer à créer sans repos des conditions objectives pour le changement, exprimées clairement dans la révolution de Saragosse de 1936.

## Aller vers la fraternité

**L**es nouvelles sont mauvaises d'où qu'elles viennent. La guerre en Ukraine s'éternise avec son cortège de morts, de blessés, d'estropiés, de douleurs. La guerre israélo-palestinienne n'en finit pas de nous dévoiler ses horreurs : des assassinats de masse de part et d'autre. La crise climatique charrie son lot de désastres d'un autre côté. Les religieux reprennent du poil de la bête pour mieux nous asservir. Le combat des anarchistes contre toutes les guerres, toutes les armées et toutes les religions est toujours d'actualité, malheureusement. Sans compter que de nombreux conflits n'ont pas la couverture médiatique des conflits susmentionnés. Prenons la guerre au Tigré avec ses 500 000 victimes – 600 000 selon l'Union africaine (UA) – avec ses crimes contre l'humanité commis de novembre 2020 à novembre 2022. On s'alarme le temps de verser quelques larmes avant de passer aux conflits suivants qui rythment l'actualité. Ces crimes contre l'humanité commis dans cette région du nord de l'Ethiopie ne font plus l'objet d'aucune surveillance internationale. On passe à autre chose, c'est le zapping médiatique de la mauvaise conscience. Le mandat de la Commission internationale d'experts sur les droits humains en Ethiopie (ICHREE), l'organisme chargé d'enquêter sur le conflit du Tigré, n'a pas été renouvelé début octobre 2023. Pourtant tout était bien documenté : meurtres de masse, actes de torture, siège imposé au Tigré, viols systématiques à grande échelle, profilage ethnique et expulsion forcée d'habitants de certaines régions... les exécutions arbitraires, les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité, c'est le lot de toutes les guerres qui se ressemblent à bien des égards.

Malgré ce pessimisme ambiant, il nous faut bien vivre et analyser les choses. Dans *Eloge de la fuite*, Henri Laborit indiquait qu'on ne pouvait pas empêcher la tempête mais qu'on pouvait mettre un ris pour diminuer la violence et l'impact de cette tempête. C'est ce que nous faisons à chaque instant de notre vie militante. On dénonce, on se mobilise quand on peut et on essaie d'agir avec nos pauvres moyens. Et si nous ne le faisons pas la situation serait encore pire. Aussi nous devons aller vers la fraternité.

nité.

« Pour quiconque a réfléchi sur le progrès de la sociabilité humaine, dit Proudhon, la fraternité effective, cette fraternité du cœur et de la raison, qui seule mérite les soins du législateur et l'attention du moraliste, et dont la fraternité de race n'est que l'expression charnelle ; cette fraternité, dis-je, n'est point, comme le croient les socialistes, le principe des perfectionnements de la société, la règle de ses évolutions : elle en est le but et le fruit. La question n'est pas de savoir comment, étant frères d'esprit et de cœur, nous vivons sans nous faire la guerre et nous entre-dévorer : cette question n'en serait pas une ; mais comment, étant frères par la nature, nous le deviendrons encore par les sentiments ; comment nos intérêts, au lieu de nous diviser, nous réuniront. La fraternité, la solidarité, l'amour, l'égalité, etc., ne peuvent résulter que d'une conciliation des intérêts, c'est-à-dire d'une organisation du travail et d'une théorie de l'échange. La fraternité est le but, non le principe de la communauté, comme de toutes les formes d'association et de gouvernement ; et Platon, Cabet, et tous ceux qui débutent par la fraternité, la solidarité et l'amour, tous ces gens-là prennent l'effet pour la cause, la conclusion pour le principe ; ils commencent, comme dit le proverbe, leur maison par les lucarnes. » (Proudhon, *Systèmes des contradictions économique*, t.II, p. 275.

Ti Wi (GLJD)



# Féminisme

« Vous venez d'abolir tous les privilèges, abolissez donc ceux du sexe masculin. Les Français, dites-vous, sont un peuple libre et tous les jours vous souffrez que 13 millions d'esclaves portent les fers de 13 millions de despotes. » (Requête des Dames à l'Assemblée législative de 1791)

« Dans les rangs même les plus élevés les femmes n'obtiennent de vous qu'une considération dérisoire. Leurées de respects apparents, dans une servitude réelle ; traitées en mineures pour nos biens, punies en majeures pour nos fautes, sous tous les rapports votre conduite envers nous fait horreur ou pitié. » (Marceline dans le mariage de Figaro de Beaumarchais)

« Faire représenter la classe ouvrière devant la nation par un défenseur choisi par l'Union ouvrière et salarié par elle afin qu'il soit bien constaté que cette classe a son droit et que les autres classes l'acceptent. Faire reconnaître la légitimité de la propriété des bras. (En France 25 millions de prolétaires n'ont pour toute propriété que leurs bras). Faire reconnaître la légitimité du droit au travail pour tous et pour toutes. » Flora Tristan

« Si vous ne l'exposiez pas à tous les abus de la force par le despotisme du pouvoir paternel et l'indissolubilité du mariage, elle ne serait jamais placée dans l'alternative de subir l'oppression ou l'infamie. » Flora Tristan

« Reconnaître en principe l'égalité en droit de l'homme et de la femme comme étant l'unique moyen de constituer l'Unité humaine. » Flora Tristan

« L'organisation du travail des femmes est un despotisme sous un nouveau nom et la nomination des délégués une mystification. A part les chefs de division, une sur cent, et les chefs de brigade, une sur dix, payées 3 fr. et 1 fr. 50, les autres sont payées 0 fr.60 par chemise ; or la plupart mettent deux jours pour en livrer une. » Désirée Gay

« La femme ne demande pas une liberté illimitée dont elle n'a que faire, ce qu'elle demande avant tout c'est l'éducation sérieuse qui la fera votre égale et vous fera trouver en elle un soutien éclairé. » Jeanne Marie 1848

« Ne vous étonnez donc plus, si je réclame instamment l'instruction complète des femmes. Le véritable élément du progrès est là. Il ne faut plus que le foyer soit seulement le milieu des pensées étroites, des sentiments mesquins ; il ne faut plus enfin que les grandes idées passent devant le seuil de la porte sans qu'on leur fasse signe d'entrer. » Maria Deraisme

« Jamais je n'ai compris qu'il y eût un sexe pour lequel on cherchât à atrophier l'intelligence, comme s'il y en avait trop dans la race. » Louise Michel

« Je suis ennemie de la guerre parce féministe. La guerre est le triomphe de la force brutale ; le féminisme ne peut triompher que par la force morale ; il y a antinomie entre les deux. » Hélène Brion (1918)

« Vous voulez rendre la liberté aux peuples asservis, vous voulez, malgré eux, appeler à la liberté des gens qui ne paraissent pas mûrs pour la comprendre comme vous l'entendez et vous ne remarquez pas que dans ce combat que vous menez pour la liberté, chacun perd de plus en plus les bribes qu'il en possédait, depuis les libertés matérielles de manger à sa guise et de voyager à son gré, jusqu'aux libertés intellectuelles d'écrire, de parler, de se réunir, de penser même, et surtout de penser juste. Tout cela disparaît peu à peu parce que cela est incompatible avec l'état de guerre. Prenez garde ! Le monde descend une pente qui sera dure à remonter !... » Hélène Brion devant le tribunal militaire en 1918.

En dépit des menaces que nous sentons encore peser sur l'Humanité, les femmes ont toujours une voix à faire résonner pour redresser le drapeau de la paix dans le monde. A suivre

---

Ce texte de Bookchin de 1994 est paru dans Democracy & Nature: The International Journal of Inclusive Democracy, (Vol. 2, No. 2 (numéro 5)). Traduit de l'original en anglais par Tante Akwa.

Suite du libertaire d'Octobre 2023

## Nationalisme et Seconde Guerre mondiale

La gauche de l'entre-deux-guerres, appelée la Vieille Gauche, considérait l'approche rapide de la guerre contre l'Allemagne nazie comme une continuation de la

« Grande Guerre » de 1914-1918. Les marxistes antistaliniens prédisaient un conflit de courte durée qui se terminerait par des révolutions prolétariennes encore plus importantes que celles de la période 1917-1921. De manière significative, Trotsky a misé son adhésion au marxisme orthodoxe sur ce calcul : si la guerre ne se terminait pas avec ce résultat, proposait-il, presque toutes les prémisses du marxisme orthodoxe devraient être examinées et peut-être radicalement révisées. Sa mort en 1940 l'empêche de procéder à une telle réévaluation. Puisque la guerre ne s'est pas terminée par des révolutions prolétariennes internationales, les partisans de

Trotsky n'étaient guère disposés à procéder au réexamen approfondi qu'il avait suggéré.

Cependant, ce réexamen était indispensable. La Seconde Guerre mondiale non seulement n'a pas abouti à des révolutions prolétariennes en Europe. Cela a mis fin à toute l'ère du socialisme prolétarien révolutionnaire et de l'internationalisme de classe qui avait émergé en juin 1848, lorsque la classe ouvrière parisienne avait levé des barricades et des drapeaux rouges pour soutenir une « république sociale ». Loin de réussir des révolutions prolétariennes après la Seconde Guerre mondiale, la classe ouvrière européenne n'a pas réussi à faire preuve d'un semblant d'internationalisme pendant le conflit. Contrairement à leurs pères une génération plus tôt, aucune troupe en guerre ne participa à la fraternisation. Les populations civiles n'ont pas non plus montré d'hostilité ouverte envers leurs dirigeants politiques et militaires en raison de leur conduite de la guerre, malgré la destruction massive de villes par les bombardiers aériens et l'artillerie. L'armée allemande combattit désespérément contre les Alliés à l'Ouest et était prête à défendre le bunker d'Hitler jusqu'au bout.

Surtout, une plus grande prise de conscience des distinctions de classe et des conflits en Europe a cédé la place au nationalisme, en partie en réaction aux occupations allemandes de ses territoires, mais aussi en partie, et de manière significative, en raison de la résurgence d'une xénophobie grossière qui confinait à un racisme absolu. Les mouvements de classe limités qui ont émergé pendant un certain temps après la guerre, notamment en France, en Italie et en Grèce, ont été facilement manipulés par les staliniens pour servir les intérêts soviétiques pendant la guerre froide. Ainsi, même si la Seconde Guerre mondiale a duré beaucoup plus longtemps que la première, son résultat n'a jamais atteint le niveau politique et social de la période 1917-1921. En fait, le capitalisme mondial est sorti de la Seconde Guerre mondiale plus fort qu'à tout autre moment de son histoire.

### **Luttes pour la « libération nationale**

L'échec des théoriciens radicaux sérieux à réexaminer la théorie marxiste à la lumière de ces événements, comme Trotsky l'avait proposé, fut suivi par le déclin précipité de la vieille gauche ; la reconnaissance générale que le prolétariat n'était plus une classe « hégémonique » dans le renversement du capitalisme ; l'absence d'une « crise générale » du capitalisme ; et l'échec de l'Union soviétique à jouer un rôle internationaliste dans les événements d'après-guerre.

Au lieu de cela, ce sont les luttes de libération nationale dans les pays du « tiers monde » et les éruptions antisoviétiques sporadiques dans les pays d'Europe de l'Est qui ont été largement réprimées par le totalitarisme stalinien.

La gauche, dans ces cas-là, a souvent considéré les luttes nationalistes comme des tentatives « anti-impérialistes » générales pour parvenir à une « autonomie » face à l'impérialisme, et la formation de l'État comme une légitimation de cette « autonomie », même aux dépens de la démocratie populaire... dans le monde colonisé.

Si Marx et Engels ont souvent soutenu les luttes nationales pour des raisons stratégiques, la gauche du XXe siècle, nouvelle et ancienne, a souvent élevé ce soutien à de telles luttes avec une foi insensée. Les « nationalismes » stratégiques des mouvements de type marxiste ont largement empêché la recherche sur le type de société qu'un mouvement de « libération nationale » donné était susceptible de produire, d'une manière que les socialismes éthiques comme l'anarchisme du siècle dernier n'ont pas fait. Dans les années 1920 et 1930, c'était – ou sinon, aurait dû être – un sujet de grande préoccupation pour la vieille gauche d'enquêter sur le type de société que Mao Tsé-toung, pour prendre un exemple frappant, allait établir dans son pays. La Chine si elle battait le Kuomintang, alors que la Nouvelle Gauche des années 1960 aurait dû se demander quel type de société Castro, pour citer un autre cas important, établirait à Cuba après l'expulsion de Batista.

Mais tout au long de ce siècle, lorsque les mouvements de libération nationale du « tiers-monde » dans les pays coloniaux ont fait des revendications conventionnelles de socialisme et ont ensuite procédé à la création d'États hautement centralisés, souvent brutalement autoritaires, la gauche les a souvent salués comme des luttes efficaces contre les ennemis impérialistes. Présenté comme une « libération nationale », le nationalisme a souvent échoué à promouvoir des changements sociaux importants et a même ignoré la nécessité de le faire. Les mouvements de « libération nationale » ont utilisé les confessions de formes autoritaires de socialisme de la même manière que Staline a utilisé les idéologies socialistes pour consolider brutalement sa propre dictature. En fait, Le marxisme-léninisme s'est révélé être une doctrine remarquablement efficace pour mobiliser les luttes de « libération nationale » contre les puissances impérialistes et gagner le soutien des radicaux de gauche à l'étranger, qui considéraient les mouvements de « libération nationale » comme des luttes largement anti-impérialistes au lieu d'observer leurs véritables causes.

Ainsi, malgré les tendances populistes et souvent même anarchistes qui ont donné naissance à la Nouvelle Gauche européenne et américaine, son orientation essentiellement internationale s'est de plus en plus orientée vers un soutien sans réserve aux luttes de « libération nationale » en dehors de la sphère euro-américaine, sans tenir compte que les luttes étaient menées avec un caractère autoritaire de son leadership. Au fur et à mesure que les années 1960 avançaient, ce mouvement incroyablement

déroutant s'est progressivement débarrassé de l'atmosphère anarchiste et universaliste avec laquelle il avait débuté. Après que les pratiques de Mao aient été élevées au rang d'«isme» dans la Nouvelle Gauche, de nombreux jeunes radicaux ont embrassé le «maoïsme» de tout cœur, avec des résultats lamentables pour la Nouvelle Gauche dans son ensemble. En 1969, la Nouvelle Gauche était largement contrôlée par les maoïstes et les admirateurs de Fidel Castro. Un livre totalement trompeur comme Fanshen, qui applaudissait sans réserve les activités maoïstes dans la campagne chinoise, était vénéré à la fin des années 1960, et de nombreux groupes radicaux ont adopté ce qu'ils considéraient comme des pratiques organisationnelles maoïstes. L'attention de la Nouvelle Gauche était tellement concentrée sur les luttes de « libération nationale » dans le tiers monde que l'invasion russe de la Tchécoslovaquie en 1969 n'a guère suscité de protestations sérieuses de la part des jeunes gauchistes, du moins aux États-Unis, comme je peux personnellement en témoigner.

Les années 1960 ont également vu la montée d'une autre forme de nationalisme à gauche : des groupes de plus en plus ethniquement chauvins ont commencé à apparaître, qui ont finalement inversé les affirmations euro-américaines sur la supériorité supposée de la race blanche en une affirmation tout aussi réactionnaire de la supériorité de la race noire... les non-blancs. En adoptant le particularisme dans lequel la politique raciale avait dégénéré plutôt que l'universalisme potentiel d'une humanitas, la Nouvelle Gauche a placé les peuples noirs, les peuples coloniaux et même les nations coloniales totalitaires au sommet de sa pyramide théorique, leur donnant une position dominante ou « hégémonique » par rapport aux Blancs, aux Euro-Américains et aux nations démocratiques bourgeoises. Dans les années 1970, cette stratégie particulariste a été adoptée par certaines féministes, qui ont commencé à vanter la « supériorité » des femmes sur les hommes, en fait pour affirmer un « pouvoir » mystique soi-disant féminin et un irrationalisme soi-disant féminin sur la rationalité laïque. Le terme « homme blanc » est devenu une expression évidemment désobligeante qui a été appliquée de manière œcuménique à tous les hommes euro-américains.

Une « politique identitaire » très paroissiale a commencé à émerger, qui a même fini par dominer de nombreux nouveaux gauchistes en tant que nouveaux « micronationalismes », si je puis dire. Non seulement certaines tendances de ces mouvements « identitaires » ressemblent beaucoup à celles de formes d'oppression très traditionnelles telles que le patriarcat, mais la « politique identitaire » constitue également une régression par rapport au message général libertaire et même marxiste de l'« Internationale » de toutes les différences « micronationalistes » dans une société communiste véritablement humaniste.

Comment évaluer ce retour de la pensée de gauche et les problèmes qu'il soulève aujourd'hui ? J'ai essayé de situer le nationalisme dans le contexte historique plus large de l'évolution sociale de l'humanité, de la solidarité interne de la tribu à l'expansion croissante de la vie urbaine et à l'universalisme promu par les grandes religions monothéistes au Moyen Âge et, enfin, à les idéaux d'affinité humaine fondés sur la raison, la laïcité, la coopération et la démocratie au XIXe siècle. Nous pouvons dire avec certitude que tout mouvement qui aspire à autre chose que ces notions anarchistes et socialistes libertaires de « fraternité humaine », certainement telles qu'exprimées dans « l'Internationale », est loin d'être humain. En fait, du point de vue de la fin du XXe siècle, nous sommes obligés d'exiger encore plus que ce que l'internationalisme du XIXe siècle exigeait. Nous sommes obligés de formuler une éthique de complémentarité dans laquelle les différences culturelles servent mutuellement à renforcer l'unité humaine elle-même, en bref, à constituer une nouvelle mosaïque de cultures vigoureuses qui enrichissent la condition humaine et qui favorisent son progrès au lieu de la fragmenter et de la décomposer en de nouvelles « nationalités » et un nombre croissant d'États-nations.

Non moins significative est la nécessité d'une perspective sociale radicale qui combine la variété culturelle et l'idéal d'une humanité unifiée avec un concept éthique de ce que devrait être une nouvelle société : une société universaliste dans sa vision de l'humanité, coopérative dans sa vision de l'humanité de relations à tous les niveaux de la vie, et égalitaire dans son idée des relations sociales. Bien qu'internationalistes dans leur perspective de classe, presque toutes les attitudes marxistes à l'égard de la « question nationale » ont été instrumentales : elles étaient guidées par l'opportunisme et, pire encore, dénigraient souvent les idées de démocratie, de citoyenneté et de liberté en les qualifiant d'« abstraites », « non scientifiques ». D'éminents marxistes ont accepté l'État-nation avec tout son pouvoir coercitif et ses caractéristiques centralistes, qu'il s'agisse de Marx et Engels, de Luxembourg ou de Lénine. Ces marxistes ne considéraient pas non plus le confédéralisme comme un desideratum. Les écrits luxembourgeois, par exemple, se contentent de considérer le confédéralisme tel qu'il existait à son époque (en particulier les vicissitudes du cantonalisme suisse) pour épuiser toutes les possibilités de cette idée politique, sans tenir compte de l'accent anarchiste sur la nécessité d'une réforme sociale et politique profonde et une démocratisation économique des communes qui seront confédérées entre elles. À quelques exceptions près, les marxistes n'ont formulé aucune critique sérieuse de l'État-nation et de la centralisation étatique en tant que telles, une omission qui, toutes réalisations « collectivistes » mises à part, aurait voué à l'échec leurs tentatives de parvenir à une

société rationnelle.

Permettez-moi de souligner que la liberté et la diversité culturelles ne doivent pas être confondues avec le nationalisme. Que des peuples spécifiques aient la liberté de développer pleinement leurs propres capacités culturelles n'est pas simplement un droit mais un désir qui n'a pas encore été réalisé. En effet, le monde sera monotone si une magnifique mosaïque de cultures différentes ne remplace pas le monde largement déraciné et homogénéisé créé par le capitalisme moderne. Mais du même coup, le monde sera complètement divisé et les gens seront chroniquement en désaccord les uns avec les autres si leurs différences culturelles sont localisées et si les « différences culturelles » apparentes sont enracinées dans des notions biologiques de supériorité sexuelle, raciale et physique. Historiquement, il existe un sentiment selon lequel la consolidation nationale des peuples selon des lignes territoriales a produit une sphère sociale plus large que la base étroite de parenté des sociétés de parenté, car elle est évidemment plus ouverte aux étrangers, de la même manière, les affinités humaines plus larges que les tribus. Mais ni les affinités tribales ni les frontières territoriales ne constituent une réalisation du potentiel de l'humanité à parvenir à un plein sentiment de communauté avec des variations culturelles riches mais harmonieuses. Les frontières n'ont pas leur place sur la carte de la planète, ni sur le paysage de l'esprit.

Un socialisme qui ne s'inspire pas de cette perspective éthique bienveillante, dans le respect de la diversité culturelle, ne peut ignorer l'issue potentielle d'une lutte de libération nationale, comme l'ont si souvent fait l'Ancienne et la Nouvelle Gauche. Il ne peut pas non plus soutenir les luttes de libération nationale à des fins instrumentales, simplement comme moyen d'« affaiblir » l'impérialisme. Certes, à mon avis, un tel socialisme ne peut pas promouvoir la prolifération des États-nations, et encore moins accroître le nombre d'entités nationales qui divisent. Ironiquement, le succès de nombreuses luttes de « libération nationale » a eu pour effet de créer des régimes étatiques politiquement indépendants qui sont néanmoins aussi manipulables par les forces du capitalisme international que l'étaient les anciens, généralement obtus. Pour la plupart, les pays du « tiers monde » ne se sont pas libérés de leurs chaînes coloniales depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale : ils se sont simplement domestiqués et sont devenus très vulnérables aux forces du capitalisme international, avec rien d'autre qu'une façade d'autodétermination. En outre, ils ont souvent utilisé leurs mythes de « souveraineté nationale » pour alimenter leurs ambitions xénophobes visant à s'emparer des zones adjacentes autour d'eux et à opprimer leurs voisins aussi brutalement que les impérialistes eux-mêmes, comme l'oppression des peuples togolais par le Ghana sous Nkrumah ou la tentative de Milosevic de « nettoyer » les musulmans de Bosnie. Ce qui

n'est pas moins régressif, c'est que de tels nationalismes évoquent le plus sinistre du passé d'un peuple: le fondamentalisme religieux sous toutes ses formes, la haine traditionnelle des « étrangers », une « unité nationale » qui surmonte de terribles inégalités sociales et économiques internes et, le plus souvent, un mépris total des droits de l'homme. La « nation » en tant qu'entité culturelle est remplacée par un appareil d'État écrasant et oppressif. Le racisme va souvent de pair avec des luttes de « libération nationale », telles que le « nettoyage ethnique » et les guerres pour des conquêtes territoriales, comme nous le voyons aujourd'hui de manière plus poignante au Moyen-Orient, en Inde, dans le Caucase et en Europe de l'Est. Les nationalismes qui, il y a seulement une génération, auraient pu être considérés comme des luttes de « libération nationale » sont aujourd'hui perçus plus clairement, après l'effondrement de l'empire soviétique, comme de simples cauchemars sociaux et des fléaux décivilisants, une « unité nationale » qui surmonte les terribles inégalités sociales et économiques internes et, plus communément, le mépris total des droits de l'homme.

En termes simples, les nationalismes sont des atavismes régressifs que les Lumières ont tenté de surmonter il y a longtemps. Ils introduisent les pires caractéristiques des empires mêmes dont les peuples opprimés ont cherché à se libérer. Non seulement ils reproduisent généralement des machines d'État aussi oppressives que celles qui leur sont imposées par les puissances coloniales, mais ils renforcent ces machines avec des traits culturels, religieux, ethniques et xénophobes qui sont souvent utilisés pour fomenter des haines et des sous-impérialismes régionaux et nationaux. Des raisons compréhensibles incluent trop souvent le renforcement de l'impérialisme lui-même, de sorte que des puissances qui ont apparemment été dépossédées de leurs colonies peuvent désormais opposer l'État d'une ancienne colonie à celui d'une autre, comme en témoignent les conflits qui ravagent l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Inde. Ce sont des régions, pourrais-je ajouter, où les guerres nucléaires seront plus susceptibles de se produire au fil des années que dans d'autres parties du monde. Le développement d'une bombe nucléaire islamique pour contrer une bombe israélienne ou d'une bombe pakistanaise pour contrer une bombe indienne n'augure rien de bon pour le Sud et son conflit avec le Nord. En fait, le nationalisme a toujours été une maladie qui a divisé les humains des autres – « abstraite » comme peuvent considérer cette notion les marxistes traditionnels – et ne peut jamais être considérée comme autre chose qu'une régression vers un esprit de clocher tribal et un carburant pour la guerre intercommunautaire. Les luttes de « libération nationale » qui ont produit de nouveaux États dans le « Tiers Monde » et en Europe de l'Est n'ont pas non plus nui à l'expansion de l'impérialisme ni conduit à des États pleinement démocratiques. Le fait que les peuples « libérés » de l'empire stalinien soient aujourd'hui moins opprimés que sous le régime commu-

niste ne doit pas nous laisser croire qu'ils sont également affranchis de la xénophobie que cultivent presque tous les États-nations ou de l'homogénéisation culturelle que le capitalisme et leurs produits médiatiques.

Assurément, aucun libertaire de gauche ne peut s'opposer au droit d'un peuple soumis à s'établir comme une entité autonome, que ce soit dans une confédération basée sur le municipalisme libertaire ou comme un État-nation basé sur des inégalités hiérarchiques et de classe. Mais s'opposer à un oppresseur n'équivaut pas à demander du soutien pour tout ce que font les États-nations autrefois colonisés. D'un point de vue éthique, on ne peut pas s'opposer à un mal lorsqu'un parti le commet et soutenir ensuite un autre parti qui commet le même mal. La maxime banale mais concise : « L'ennemi de mon ennemi n'est pas mon ami » s'applique particulièrement aux personnes opprimées qui peuvent être manipulées par les totalitaires, les fanatiques religieux et les « nettoyeurs ethniques ». Tout comme l'éthique authentique doit être raisonnée et fondée sur de véritables potentialités humanistes, un socialisme ou un anarchisme libertaire doit conserver son intégrité éthique si l'on veut que la voix de la raison soit entendue dans les affaires sociales. Dans les années 1960, ceux qui s'opposaient à l'impérialisme américain en Asie du Sud-Est et refusaient en même temps de soutenir le régime communiste de Hanoï, et ceux qui s'opposaient à l'intervention américaine à Cuba sans soutenir le totalitarisme de Castro étaient sur un terrain moral plus élevé que ceux de la Nouvelle Gauche qui exerçaient leur rébellion contre les États-Unis en soutenant principalement les luttes de « libération nationale » sans tenir compte des régimes autoritaires et étatistes, objectifs de ces luttes. En fait, identifiés aux autoritaires qu'ils soutenaient activement, ces nouveaux gauchistes ont fini par être démoralisés par l'absence de fondement éthique à leurs idées libératrices. En effet, aujourd'hui, les luttes de libération fondées sur le nationalisme et l'étatisme ont produit une terrifiante moisson d'effusion de sang interne à travers le monde. Même dans les États récemment « libérés » comme l'Allemagne de l'Est, le nationalisme a trouvé une expression brutale dans la montée des mouvements fascistes, le nationalisme allemand, les projets de restriction de l'immigration des demandeurs d'asile, la violence contre les « étrangers », y compris les victimes du nazisme comme les gitans, etc. Ainsi, la vision instrumentale du nationalisme que les marxistes cultivaient à l'origine a laissé de nombreuses tendances « de gauche », comme les sociaux-démocrates, dans un état de faillite morale.

Sur le plan éthique, permettez-moi d'ajouter qu'il existe certaines questions sociales sur lesquelles il faut prendre position, comme le racisme noir et blanc, le patriarcat et le matriarcat, ainsi que l'impérialisme et le totalitarisme du « tiers-monde ». Une opposition inébranlable au racisme, à l'oppression de genre et à la domination

en tant que telle doit toujours être primordiale si nous voulons voir un socialisme éthique émerger des ruines du socialisme lui-même. Mais nous vivons aussi dans un monde dans lequel surviennent parfois des problèmes sur lesquels un gauchiste ne peut pas prendre position: les questions sur lesquelles prendre position consistent à opérer dans le cadre des alternatives proposées par une société fondamentalement irrationnelle et à choisir le moindre de plusieurs irrationalités ou maux plutôt que d'autres irrationalités ou maux. Ce n'est pas un signe d'inefficacité politique que de rejeter complètement ce choix et de déclarer qu'opposer un mal à un moindre mal doit finalement conduire à soutenir le pire mal qui émerge. La social-démocratie allemande, complice d'un « moindre mal » après l'autre au cours des années 1920, est passée du soutien aux libéraux aux conservateurs puis aux réactionnaires, qui ont finalement porté Hitler au pouvoir. Dans une société irrationnelle, la sagesse conventionnelle et l'instrumentalisme ne peuvent que produire une irrationalité croissante, « [Comme les processus de la vie, de la digestion et de la respiration », a observé Bakounine, la nationalité « ... n'a pas le droit de prendre soin d'elle-même tant qu'on ne lui refuse pas ce droit »<sup>1</sup>. C'était une déclaration assez perspicace à l'époque. Avec les explosions de nationalisme barbare de nos jours et les appétits grondants des nationalistes pour créer toujours plus d'États-nations, je suis obligé d'ajouter que la « nationalité » est une forme d'indigestion et que ses causes doivent être vomies si la société ne le fait pas, elle va se détériorer davantage à cause de cette maladie.

### **À la recherche d'une alternative**

Si le nationalisme est régressif, quelle alternative rationnelle et humaniste un socialisme éthique peut-il offrir ? Dans une société libre, il n'y a pas de place pour les États-nations, ni en tant que nations, ni en tant qu'États. Quelle que soit la force de l'impulsion de certains peuples vers une identité collective, la raison et le souci d'un comportement éthique nous obligent à retrouver l'universalité de la ville et une culture politique directement démocratique, bien que sur un plan plus élevé que même la polis de Périclès, Athènes. L'identité doit être remplacée de manière appropriée par la communauté, par une affinité partagée à l'échelle humaine, non hiérarchique, libertaire et ouverte à tous, quels que soient le sexe, les traits ethniques, l'identité sexuelle, les talents ou les inclinations d'un individu. Cette vie communautaire ne peut être récupérée qu'à travers la nouvelle politique que j'ai appelée municipalisme libertaire : la démocratisation des communes pour qu'elles soient autogérées par les gens qui les habitent, et la formation d'une confédération de ces communes pour constituer un contre-pouvoir l'État-nation.

<sup>1</sup> P. Maximoff, éd., La philosophie politique de Bakounine : l'anarchisme scientifique, p. 325.

Le danger que des municipalités démocratisées dans une société décentralisée aboutissent à un esprit de clocher économique et culturel est bien réel et ne peut être évité que par une vigoureuse confédération de municipalités fondée sur leur interdépendance matérielle. L'« autosuffisance » de la vie communautaire – même si elle était possible aujourd'hui – ne garantirait en aucun cas une véritable démocratie de base. La confédération de communes, en tant que moyen d'interaction, de collaboration et d'entraide entre ses composantes municipales, constitue la seule alternative au puissant État-nation, d'une part, et à la ville ou à la ville paroissiale, d'autre part. Totalement démocratique, dans laquelle les députés municipaux des institutions fédérales seraient soumis à la révocation, à la rotation et à un contrôle public implacable. La confédération constituerait une extension des libertés locales au niveau régional, permettant un équilibre sensible entre localité et région dans lequel la variété culturelle des villes pourrait s'épanouir sans se tourner vers l'exclusivité locale. En effet, les traits culturels bénéfiques feraient également l'objet d'un « trafic », pour ainsi dire, au sein et entre les diverses confédérations, parallèlement à l'échange de biens et de services qui constituent les moyens matériels de vie.

De même, la « propriété » serait municipalisée plutôt que nationalisée (ce qui ne ferait que renforcer le pouvoir de l'État par le pouvoir économique), collectivisée (ce qui reformulerait simplement les droits des entreprises privées sous une forme « collective ») ou privatisée (ce qui faciliterait la restructuration d'un marché concurrentiel). Une économie municipalisée se rapprocherait d'un système d'usufruit entièrement basé sur les besoins et la citoyenneté d'une communauté plutôt que sur la propriété ou les intérêts professionnels. Lorsqu'une assemblée municipale de citoyens contrôle la politique économique, aucun individu contrôle, et encore moins « possède », les moyens de production et de vie. Lorsque les moyens confédérés de gestion des ressources d'une région coordonnent le comportement économique de l'ensemble, les intérêts provinciaux auraient tendance à céder la place aux intérêts humains plus larges et aux considérations économiques au profit d'intérêts plus démocratiques. Les questions abordées par les municipalités et leurs confédérations ne tourneraient plus autour d'intérêts économiques personnels ; ils se concentreraient sur les procédures démocratiques et la simple équité pour répondre aux besoins humains.

Il ne fait aucun doute que les ressources technologiques qui permettent aux individus de choisir leur propre style de vie et avoir du temps libre pour participer pleinement

à la politique démocratique sont absolument nécessaires à la société libertaire organisée de manière confédérale que j'ai décrite ici. Même les meilleures intentions éthiques céderont probablement la place à une certaine forme d'oligarchie, dans laquelle l'accès différentiel aux moyens de subsistance conduira à des élites qui auront plus de bonnes choses dans la vie que les autres citoyens. En ce sens, l'ascétisme promu par les économistes et les écologistes profonds est insidieusement réactionnaire : non seulement il ignore la liberté des gens de choisir leur propre style de vie – la seule alternative dans la société existante à devenir un consommateur insensé – mais il subordonne la liberté humaine en tant que telle à une notion presque mystique des préceptes de la « Nature » – prescrivant un « retour au Pléistocène », au Néolithique, ou à la cueillette de nourriture, pour ne citer que les exemples les plus extrêmes. Une société écologique libre – par opposition à une société réglementée par une élite écologique autoritaire ou par le « libre marché » – ne peut être formulée qu'en termes d'une forme écologiquement confédérale de municipalisme libertaire. Quand enfin les communes libres remplaceront la nation et que les formes d'organisation confédérales remplaceront l'État, l'humanité se sera libérée du nationalisme.



Le Libertaire  
Internet : <http://le-libertaire.net/>  
E-Mail : [julesdurand.lehavre@gmail.com](mailto:julesdurand.lehavre@gmail.com)  
Directeur de la Publication : Olivier Lenourry  
Numéro de commission paritaire en cours

#### A vos plumes

Le libertaire accueille amicalement l'apport artistique, les études sociales, culturelles et économiques des lecteurs et lectrices  
Envoyez vos articles au Libertaire. par Mail [julesdurand.lehavre@gmail.com](mailto:julesdurand.lehavre@gmail.com)